

L'Homme et les Zones humides – un Lien vital

Sandra Hails pour le Bureau Ramsar

Arifin, pêcheur de Rugemuk, Indonésie: "Lorsque les arbres [des mangroves] ont été coupés, nous avons dû aller pêcher très loin en mer. L'eau est remontée plus près de la rive et, sans protection, nos maisons ont été emportées par le vent."

Ismail Serageldin, Vice-président de la Banque mondiale: "Les guerres de ce siècle auront été, bien souvent, des guerres du pétrole mais les guerres du siècle prochain seront des guerres de l'eau."

Norman Myers, écrivain de la nature: Les réfugiés environnementaux chassés de leurs terres par la sécheresse, la désertification, l'érosion des sols et d'autres causes écologiques "sont peut-être aujourd'hui plus de 25 millions...sur un total de 43 millions de réfugiés."

Les zones humides aujourd'hui – et demain

Depuis l'aube de la civilisation, l'homme est attiré par les zones humides pour les biens (sol agricole riche, bois pour le feu et la construction, poisson, eau potable) et les services (transport, stockage de l'eau, protection contre les tempêtes, stabilisation des berges, maîtrise de l'érosion, épuration de l'eau, rétention des polluants, activités de loisirs) qu'elles offrent. On a dit des zones humides qu'elles sont les "reins du paysage" pour le rôle purificateur de l'eau qu'elles jouent et des "supermarchés biologiques" pour les ressources naturelles que l'homme y exploite. La dépendance de l'homme vis-à-vis de l'eau - comme celle de toute forme de vie - est absolue et, par conséquent, il en va de même de sa dépendance par rapport aux zones humides.

Effectuant l'une des premières tentatives d'évaluation des services fournis par les écosystèmes de la planète, un groupe de chercheurs estimait récemment à USD 33 mille milliards par an la valeur de services qui, jusqu'à maintenant, étaient considérés comme "gratuits" vu la difficulté d'assigner une valeur marchande à des services indirects tels que "la protection contre les tempêtes" ou "la recharge de la nappe phréatique". Sur cette valeur totale, les biens et services fournis par les écosystèmes des zones humides (au sens de la définition Ramsar) ont été estimés à USD 19 mille milliards, ce qui traduit de manière spectaculaire leur importance vitale pour l'homme. Dans les sphères de la conservation de la nature, les débats qui ont suivi la publication de ces chiffres témoignent de la difficulté, aujourd'hui encore, d'assigner une valeur juste et rationnelle aux nombreux avantages indirects que fournissent les écosystèmes à l'humanité.

Dans le magazine *Nature*, le groupe de géographes, économistes et biologistes auteurs de cette estimation concluait, en 1997: "Les services des écosystèmes, parce qu'ils ne sont pas 'capturés' par les marchés commerciaux ... n'ont que trop peu de poids dans les décisions politiques. Cette négligence pourrait, à terme, compromettre la survie de l'humanité dans la

biosphère." Ces mots ont un accent de réalisme qui glace si l'on considère les effets de siècles d'exploitation et d'abus des zones humides par l'homme, à l'échelle mondiale.

Mais alors, comment inscrire la conservation des zones humides à l'ordre du jour politique, social et économique mondial du 21e siècle? Les citations qui précèdent laissent à penser que, dans une certaine mesure au moins, la conservation des zones humides et la question de l'eau sont déjà des thèmes d'actualité d'un bout à l'autre de l'échelle sociale: pour ceux qui prennent les décisions concernant le financement multilatéral des projets environnementaux et pour les pêcheurs artisanaux, confrontés quotidiennement aux conséquences de la disparition et de la dégradation des zones humides. Ces conséquences ont atteint des proportions intolérables au 20e siècle. Avec l'ingéniosité qui le caractérise, l'homme a conçu mille et un moyens dynamiques de façonner les zones humides selon ses besoins mais le résultat de ses interventions a trop souvent abouti à la perte ou à la perturbation des fonctions des zones humides. Il y a bien longtemps que les spécialistes de la conservation s'inquiètent des conséquences planétaires à long terme de l'abus des zones humides mais, pour différentes raisons, ce souci ne semble pas avoir trouvé l'écho voulu chez les décideurs même s'il est incontestable que le prix économique et social à payer pour nos erreurs sera très élevé. Les trois effets suivants de la disparition des zones humides, reliés entre eux de manière dynamique, pourraient bien être notre lot au prochain millénaire: la crise mondiale de l'eau et la crise alimentaire qui se profile avec leurs effets conjugués sur la sécurité nationale et internationale.

Nous sommes déjà entrés dans une crise mondiale de l'eau. En 1997, l'ONU a procédé à une évaluation des ressources d'eau douce mondiales, concluant qu'un tiers de la population mondiale vit dans des pays qui sont déjà aux prises avec une pénurie d'eau d'intensité faible à élevée (cette conclusion reflète la demande d'eau douce par rapport à l'offre); selon les projections de l'ONU, d'ici 2025 cette proportion sera de deux tiers à moins que des changements radicaux n'aient été apportés à la manière de gérer l'offre et la demande d'eau douce. Cette capacité amoindrie de fournir de l'eau douce conduit à considérer la pénurie d'eau comme une entrave majeure au développement – et peut-être même, à long terme, à la survie de l'espèce humaine. Les effets les plus graves seront ressentis dans les régions arides et semi-arides d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie centrale mais en raison de la mondialisation de l'économie, la communauté internationale tout entière est concernée par la pérennité des sources d'eau douce. Comme toujours, ceux qui se trouvent au bas de l'échelle sociale et qui ont le moins de prise sur la situation, souffriront le plus.

Une crise alimentaire se profile, conséquence du rôle vital que joue l'eau, douce ou marine, dans l'alimentation mondiale. Naturellement, toute la production agricole terrestre dépend de l'eau, mais vu l'accent mis actuellement sur l'agriculture irriguée (40% de la production agricole) avec sa forte consommation d'eau, il n'est pas difficile d'imaginer les conséquences à long terme d'une diminution des ressources d'eau disponibles par habitant pour la sécurité alimentaire. Mais, le rôle des systèmes aquatiques vis-à-vis de l'alimentation mondiale ne se limite pas à cela. La pêche marine, qui fournit 20% des protéines animales consommées dans le monde, dépend étroitement des zones humides côtières qui servent de nourriceries et de frayères aux poissons marins. Bien que les lacs d'eau douce et les rivières ne fournissent que 6% de la pêche mondiale, la santé des écosystèmes d'eau douce est vitale pour la santé des écosystèmes côtiers car, inexorablement, toute l'eau douce aboutit à la mer apportant avec elle les déchets produits par les activités humaines d'amont – polluants agricoles, industriels et domestiques, de même que charges sédimentaires excessives, se retrouvent dans les écosystèmes côtiers et compromettent les fonctions biologiques.

Destruction des mangroves au profit des élevages commerciaux de crevettes, en Indonésie

Au niveau individuel, la disparition des fonctions des zones humides peut entraîner la disparition d'un apport alimentaire essentiel. Pour Arifin, pêcheur de crevettes qui vit à Rugemuk, en Indonésie, la disparition des mangroves, provoquée par l'arrivée d'élevages commerciaux de crevettes, n'a pas seulement détruit les processus écologiques naturels de la zone humide côtière. Elle menace son existence même, le laissant, comme les autres pêcheurs de crevettes, à peine capable de survivre. Vers le milieu des années 80, pour installer des élevages commerciaux de crevettes, on a abattu les mangroves qui ont fait place à des bassins de crevettes. "L'eau est remontée plus près de la rive et, sans [la] protection [des mangroves], nos maisons ont été emportées par le vent", dit Arifin, ajoutant, "lorsque les arbres ont été coupés, nous avons dû aller pêcher très loin en mer, parfois jusqu'à 20 ou 30 kilomètres de la côte".

La sécurité nationale et internationale est menacée par l'afflux de réfugiés et les situations de conflit qui résultent souvent, en partie, de la rareté des ressources renouvelables. Jeff McNeely de l'UICN prévient: "Les stress environnementaux ont parfois des effets sociaux insidieux et cumulatifs tels que d'immenses mouvements migratoires, des changements politiques et des perturbations économiques qui sont le ferment des luttes ethniques, de la guerre civile et de l'insurrection". Les réfugiés qui fuient leur pays ou qui migrent vers d'autres régions de leur propre pays en raison de problèmes écologiques (tels que la sécheresse, la désertification, l'érosion des sols) sont aujourd'hui si nombreux qu'ils méritent l'appellation distincte de réfugiés environnementaux pour les différencier **des réfugiés économiques**, politiques ou ethniques. En 1994, on estimait le nombre total de tous les types de réfugiés à 43 millions; trois sur cinq étaient considérés comme des réfugiés environnementaux. Si l'eau ne peut être mise au pilori comme la seule cause de l'insécurité environnementale, elle joue, à n'en pas douter, un rôle majeur.

Le monde naturel ne connaît pas de frontières politiques – à mesure que la pénurie d'eau s'aggrave, à l'échelle mondiale, il est clair que les pays qui "partagent" des cours d'eau, notamment dans les régions où il y a pénurie d'eau, seront obligés de se diviser une quantité d'eau douce en diminution réelle. Selon le PNUE, environ 300 grands cours d'eau arrosent au moins deux pays et certains en arrosent plusieurs. Dans certaines régions, la croissance démographique et les effets défavorables du réchauffement mondial sur le flux des rivières portent déjà la question aux avant-postes des programmes politiques et cette situation ne peut que se détériorer dans les décennies à venir. La déclaration récente de la Reine Noor de Jordanie est une indication claire de la nouvelle place donnée à la question de l'eau sur la scène internationale: "En Jordanie, nous avons fait du partage équitable de l'eau la pierre angulaire de notre accord de paix de 1994 avec Israël". Beaucoup d'autres pays sont confrontés à une situation semblable – une publication récente citait des conflits internationaux de l'eau non résolus, vers le milieu des années 90, pour plus de 26 cours d'eau et un réseau lacustre, concernant 35 pays (certains d'entre eux parties à plus d'un conflit). Le Vice-président de la Banque mondiale, Ismail Serageldin, a récemment décrit cette situation sans ambages: "Les guerres de ce siècle auront été, bien souvent, des guerres du pétrole, mais les guerres du siècle prochain seront des guerres de l'eau."

Pour associer la population à la solution de la crise des zones humides

Changer les comportements

Pour beaucoup d'organisations œuvrant dans les domaines de la conservation et du développement, changer l'attitude qui a conduit à sous-évaluer les zones humides et, en

conséquence, à les surexploiter, est, depuis une dizaine d'année en particulier, un objectif principal. La communauté de la conservation elle-même a changé d'attitude et l'on peut constater une volonté générale de s'éloigner de l'idée selon laquelle conservation est synonyme de création d'aires protégées qui abritent la faune et la flore sauvages et qui excluent la population pour adopter une démarche plus pragmatique reconnaissant l'importance de tirer parti des relations étroites unissant la population et le milieu naturel. Cela vaut tout particulièrement pour les zones humides: ce serait franchement perdre le sens de la réalité que de prétendre protéger toutes les zones humides contre l'influence de l'homme. La Convention sur les zones humides (plus connue sous le nom de Convention de Ramsar), traité intergouvernemental qui a pour mission de conserver les zones humides, le reconnaît. En fait, devenir signataire de la Convention sur les zones humides **ne signifie pas** que l'on s'engage à "protéger les zones humides" mais plutôt que l'on entreprend de les "utiliser rationnellement". La Convention définit l'utilisation rationnelle des zones humides comme "l'utilisation durable au bénéfice de l'humanité, d'une manière qui soit compatible avec le maintien des propriétés naturelles de l'écosystème".

En fait, certaines belles zones humides doivent entièrement leur existence à l'intervention de l'homme et à ses activités "d'utilisation durable". Par exemple, les zones humides d'El Balsar de Huanchaco, au Pérou, sont nées il y a 1500 ans des pratiques de gestion traditionnelles de la population autochtone. Pour faire pousser un roseau appelé *titora*, qui sert à fabriquer de petits bateaux de pêche, la population a créé des "pozas", dépressions artificielles qui se remplissent des eaux naturelles au printemps et qui sont légèrement saumâtres en raison de leur proximité à la côte. Pour la population locale, les avantages sont évidents mais il y a bien d'autres avantages: ces zones humides artificielles sont des sites étapes pour les oiseaux migrateurs et jouent donc un rôle dans la conservation de la diversité biologique. En outre, elles jouent un rôle économique en tant qu'attraction touristique. Si l'on éliminait l'influence de l'homme, il en résulterait probablement une destruction de ces zones humides et la disparition de la diversité biologique qu'elles entretiennent – ainsi que la disparition des traditions culturelles de la population locale.

Trouver un équilibre entre l'exploitation par l'homme et le maintien des caractéristiques écologiques d'un écosystème de zones humides est une entreprise de longue haleine. Actuellement, un des moyens les plus efficaces consiste à reconnaître que les communautés locales, étroitement associées aux zones humides, ont un rôle clé à jouer en tant que parties prenantes. C'est ce que doivent admettre les gouvernements nationaux et les collectivités locales. Après tout, il ne peut y avoir meilleurs gardiens des zones humides que ceux qui courent le risque de perdre leurs moyens de subsistance en cas de destruction de l'écosystème. Depuis le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992, ce concept a acquis ses lettres de noblesses dans le programme de la conservation.

"La meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés"

[Action 21: Principe 10]

Action 21 est le plan mondial pour le développement durable convenu par les dirigeants de 179 pays réunis en 1992 à Rio de Janeiro, au Sommet de la Terre.

Deux exemples, l'un en Amérique centrale, l'autre en Asie, démontrent à quel point ce principe est essentiel. Au Belize et en Inde, les conflits qui opposaient les gestionnaires et la population locale ont finalement été résolus grâce à la mise en place de processus de cogestion qui ont clairement identifié la population comme principale partie prenante et lui a permis de jouer un rôle important dans la gestion des zones humides. La Société Audubon du Belize, une ONG qui gère le Sanctuaire de faune sauvage de Crooked Tree, au Belize, et la population du village de Crooked Tree situé en plein milieu du sanctuaire

étaient en situation de conflit perpétuel. À 50 kilomètres au nord de la capitale, Belize, le sanctuaire est une zone humide composée de lagunes, de marais et de canaux naturels, peuplée de plantes et d'animaux intéressants. Le village de Crooked Tree était, à l'origine, un camp de bûcherons fondé vers 1750. Il compte, actuellement, 600 résidents permanents d'origine créole ou afro-européenne dont les activités de subsistance comprennent l'agriculture, la chasse, la pêche, l'élevage et l'exploitation du bois pour la production de charbon de bois. Ce sont ces activités qui sont à l'origine du conflit avec les gestionnaires du sanctuaire.

Le Parc national de Keoladeo, en Inde, est un marais d'eau douce partiellement naturel et partiellement créé artificiellement vers la fin des années 1850 comme réserve de chasse aux canards pour le Maharaja de Bharatpur. Le Parc est aujourd'hui mondialement célèbre pour la diversité de ses oiseaux d'eau (350 espèces d'oiseaux y séjournent, notamment la spectaculaire grue de Sibérie). Neuf villages avec une population totale de 15 000 habitants sont installés à proximité. La zone humide fournit, depuis longtemps, des pâturages pour les buffles, du fourrage pour le bétail et du bois pour le feu. Toutefois, lorsqu'il fut décidé d'en faire un parc national, pour reconnaître son importance en tant que réserve de faune sauvage, la population fut légalement exclue du parc. Les affrontements violents qui opposèrent alors les gestionnaires, fonctionnaires du gouvernement, et la population locale se soldèrent, dans certains cas, par la perte de plusieurs vies humaines. Quelques villageois franchirent même une étape supplémentaire en relâchant des vaches malades ou vieilles dans la réserve (celles-ci ne paissent pas de la même manière que les buffles), créant ainsi de graves problèmes écologiques. En interdisant le pâturage des buffles dans le parc, on a en outre provoqué une modification écologique de la zone humide qui a réduit son importance pour les oiseaux. En effet, les buffles contrôlaient la croissance des plantes aquatiques indésirables: ils étaient donc un facteur clé du maintien des caractéristiques écologiques de la zone humide!

Pour Crooked Tree comme pour Keoladeo, la solution fut d'instaurer la cogestion, instrument de plus en plus populaire dans le domaine de la conservation des zones humides. Les médiateurs qui sont chargés de conduire la procédure de dialogue et de conciliation veillent à ce que les besoins de toutes les parties prenantes soient pris en compte et que chacun y trouve un avantage. En conséquence, le respect mutuel augmente entre les parties prenantes. Le processus aboutit à une nouvelle conscience des questions de conservation en jeu et permet de définir le rôle de chaque partie prenante dans le maintien de l'intégrité écologique de l'écosystème. Le résultat, tant pour le Sanctuaire de Crooked Tree que pour le Parc national de Keoladeo, a été une compréhension claire de tous les points de vue et l'élaboration d'un plan de gestion à laquelle ont participé toutes les parties prenantes.

Les communautés locales prennent parfois l'initiative des opérations de conservation des zones humides, même avec un appui financier modeste. C'est ainsi que huit communautés du delta de la Volta, au Ghana, ont entrepris de restaurer leurs zones humides à mangroves avec CHF 40 000. À cause de la dégradation sérieuse subie par les forêts de mangroves pendant 7 ans – dégradation à laquelle les communautés avaient elles-mêmes contribué – les femmes de la communauté sont obligées de parcourir plusieurs kilomètres par jour pour trouver de l'eau douce à usage domestique et du bois de feu. En collaboration avec une ONG locale qui a coordonné les activités, les villageois ont décidé d'agir et fournissent la main-d'œuvre nécessaire aux travaux. Avec la subvention de CHF 40 000 du Fonds Ramsar de petites subventions, somme modeste à l'échelle de la conservation de l'environnement, on a pu acheter 20 000 plantules d'espèces des mangroves, 3000 plantules d'anacardiens (qui constitueront une culture de rapport pour les communautés), d'autres arbustes plantés en parcelles et destinés à donner du bois de feu, 32 pelles et pioches et 120 paires de bottes en caoutchouc. La communauté restaurera les mangroves pour en faire une zone humide

fonctionnelle et, simultanément, élaborera des plans de gestion pour que l'utilisation des mangroves lui offre un mode de subsistance durable.

Responsabilités des citoyens vis-à-vis des zones humides

Il est clair que la conservation des zones humides a tout à gagner de la participation des communautés rurales directement concernées. Toutefois, au début du 21^e siècle, la moitié de la population mondiale, soit environ 3 milliards de personnes, vivra dans les villes. S'ils n'occupent que 2% de la superficie mondiale, les citoyens consomment pourtant plus de 75% des ressources de la planète. Quel rôle peuvent-ils donc jouer dans la conservation des zones humides? Parce qu'ils vivent si loin des zones humides, il est facile de les exclure de l'équation ou de ne les considérer que comme de simples touristes qui, en allant visiter les réserves de zones humides naturelles, apportent une bouffée d'air à l'économie locale. Or, leur rôle ne s'arrête pas là.

Au Danemark, la municipalité d'Albertslund a montré comment motiver la population pour l'amener à participer à la protection de l'environnement et au développement durable en milieu urbain, dans un pays développé riche. Construite dans les années 60 à 20 kilomètres de Copenhague, en vue de soulager la capitale surpeuplée, Albertslund compte aujourd'hui 30 000 habitants. La fermeture des nappes phréatiques et l'importation d'eau potable sont le signe d'un mode de vie non durable qui s'accompagne de pollution industrielle et de mauvais systèmes d'élimination des déchets. Les citoyens avaient pourtant une conscience relativement élevée de l'environnement mais ils estimaient que puisqu'ils payaient beaucoup d'impôts au gouvernement, celui-ci était responsable de l'environnement. Adoptant une double démarche: du sommet vers la base (conduite par la collectivité locale) et de la base vers le sommet (conduite par un groupe de citoyens et d'organisations communautaires), la communauté s'est mobilisée pour résoudre le problème de l'utilisation excessive des ressources. Ensemble, les deux groupes ont fixé, pour tous les citoyens, des objectifs annuels d'économie d'eau, de chauffage et d'électricité, d'adoption de technologies le plus efficaces possible et de nouveaux concepts de tri des déchets, de compostage et de recyclage. Il ne sera jamais facile d'évaluer les effets directs sur l'environnement du changement des structures de la consommation et de l'élimination des déchets, mais il n'est pas difficile d'établir les liens entre ces changements, l'instauration d'un mode de vie durable et des écosystèmes en meilleur état. Il faut, sans délai, que des citoyens toujours plus nombreux acceptent cette responsabilité et jouent leur rôle dans la mise en œuvre de pratiques écologiquement durables au sein de leur propre environnement.

Si l'on creuse un peu plus, l'effet des citoyens sur l'environnement dépasse largement le milieu urbain. Pour les gens d'Ao Goong sur l'île Phuket, au sud de la Thaïlande, l'arrivée des piscicultures commerciales de crevettes à leurs portes a été néfaste pour les cocoteraies, a pollué les puits d'eau douce et éliminé les crevettes sauvages dont ils tiraient leur subsistance. La forte consommation des ressources naturelles – telles que les crevettes et le saumon – par les citoyens est précisément ce qui encourage ce genre d'aventure commerciale qui alimente un commerce international florissant de produits de l'aquaculture. Si c'est une bonne chose pour l'économie mondiale, ce n'est certainement pas toujours positif pour l'environnement et ça l'est rarement pour les communautés rurales. Les élevages de crevettes et de saumons sont peut-être les deux systèmes de production alimentaire connus qui taxent le plus les ressources. Comme l'ont appris à leurs dépens les gens d'Ao Goong, la pisciculture peut dégrader les zones humides de diverses manières: la production élevée de déchets pollue les systèmes aquatiques; les poissons de variétés domestiques qui s'échappent des élevages (le saumon, par exemple) ont des effets défavorables sur les populations sauvages; la demande d'espace pour les cages (dans le cas des crevettes) est un des facteurs principaux de la disparition des écosystèmes de mangroves en Asie tropicale, en Amérique latine et, de plus en plus, en Afrique.

Que peut faire le citoyen pour alléger ce problème? Changer de comportement pourrait être utile. Anne Platt McGinn, chercheur et écrivain dans le domaine de l'environnement, pense que le consommateur peut agir pour alléger l'exploitation de l'environnement. Elle estime que "les consommateurs de poissons vont, de plus en plus, considérer que la manière dont le poisson est élevé est une question éthique et écologique importante. C'est la prise de conscience du consommateur, bien plus que les règlements édictés par les gouvernements, qui déclenche des mouvements vitaux tels que ... la demande de thon dont la pêche ne porte pas préjudice aux dauphins. Une telle prise de conscience peut, en fin de compte mettre un terme aux gigantesques profits des opérations de production non durable de crevettes – ou de saumons". Ann McGinn estime que le consommateur informé peut, sans le moindre doute, contribuer à faire cesser les abus dont les zones humides sont victimes .

Sensibiliser à tous les niveaux

La sensibilisation du public aux questions relatives aux zones humides est en fait, un instrument clé de la conservation des zones humides et doit jouer un rôle dans toute tentative faite pour changer le comportement et l'attitude. Les ONG de l'environnement savent depuis longtemps que le public est un allié puissant – et un ennemi formidable – pour les gouvernements et les hommes politiques. Selon Claude Martin , Directeur général du WWF International, qui commentait la nécessité de mobiliser le public pour obtenir une action immédiate en faveur de l'environnement: "Les hommes politiques ... ne font rien tant qu'il n'y a pas de pression du public." Mário Soares, Président de la Commission mondiale indépendante sur les océans, s'est fait l'écho de ce commentaire en déclarant: "Pour qu'il y ait un changement digne de ce nom, il faut que l'opinion mondiale se mobilise et fasse pression sur les gouvernements." Mais pour réussir à mobiliser le public, il faut d'abord sensibiliser par l'éducation et par l'éveil de la conscience aux questions de l'environnement. Aujourd'hui, 28% de la population mondiale se trouve dans le groupe d'âge de 10 à 24 ans (ce pourcentage est encore plus élevé dans les pays en développement), il y a donc là un groupe cible énorme -- le grand public du 21^e siècle -- et certains de ces jeunes sont les décideurs de demain en matière d'environnement et de développement. La sensibilisation peut emprunter diverses voies.

Rick Pedolsky est le Directeur de Water Planet, un programme interactif multimédia (<http://www.waterplanet.se>). Pedolsky considère la diminution des ressources d'eau douce comme une crise de la population plutôt que comme une crise de l'eau. Dans un entretien récent, il a déclaré que "toute chose, de la population et du développement à la pollution et à la distribution des aliments, est directement liée à l'eau et fréquemment à sa rareté. Notre objectif est de mettre au point différents media pour diffuser l'information sur l'eau et pour que cette information soit aussi intéressante pour le consommateur que n'importe quoi d'autre. Nous sommes en train de concevoir des sites Internet interactifs, un projet de film IMAX, un simulateur de vol qui permet aux gens de voyager dans les réseaux hydrologiques - de la pluie aux canalisations. Des centres d'apprentissage informel seront réalisés dans les musées, les aquariums et les zoos du monde entier." Il décrit son public comme "les vrais décideurs: les jeunes et leurs familles qui, dans le monde entier, doivent chaque jour décider concrètement d'acheter et de consommer tel ou tel produit, comment s'en débarrasser, comment voyager, etc." Après tout, c'est à eux qu'il appartiendra de prendre les décisions les plus importantes, celles qui auront des conséquences profondes pour tout avenir durable.

Poussant ce raisonnement encore plus loin Nicholas Sonntag, Directeur exécutif de l'Institut de l'environnement de Stockholm, déplore ce qu'il considère comme "l'incapacité des spécialistes de la conservation à obtenir vraiment l'engagement des médias comme partenaires [pour réaliser le développement durable]... Je me suis toujours inquiété et j'ai toujours été déçu par notre incapacité de nous appuyer sur la force des médias pour communiquer au grand public la nécessité de changer. Se tournant vers l'avenir, il ajoute

"J'aimerais beaucoup voir des visionnaires du divertissement comme Steven Spielberg aider à porter ces questions au public... Une des choses que les gens ont en commun c'est le désir de se détendre. Si cette détente peut être éducative sans être stérile, les choses pourraient commencer à changer rapidement."

L'avenir des zones humides est donc dans les mains de tous et pas seulement de ceux qui détiennent le pouvoir au niveau des gouvernements. Chacun doit se sentir responsable de l'état de l'environnement. Le lien entre la population et les zones humides est séculaire – aussi vieux que l'espèce humaine. Nous allons bientôt entrer de plein pied dans le 21e siècle. Reste à savoir si les efforts que nous déployons actuellement pour faire participer les gens ordinaires à la conservation des zones humides peuvent être déterminants et sauver les zones humides mondiales des ravages de la mauvaise gestion de l'homme.

Lors de la 7e Session de la Conférence des Parties contractantes, en mai 1999, la Convention sur les zones humides jouera son rôle en mettant en évidence l'importance de la population dans l'équation de la conservation et de l'utilisation durable des zones humides. La Conférence sera appelée à approuver de nouvelles lignes directrices sur l'utilisation rationnelle des zones humides qui mettront clairement en lumière la nécessité de faire participer à la conservation tous les secteurs de la société qui ont un rapport direct ou indirect avec les zones humides. Les lignes directrices encourageront fortement à reconnaître le rôle de toutes les parties prenantes et à les responsabiliser.